

Abdullah Öcalan se heurte au mur de l'Europe

Jean-Christophe Ploquin

La capture du leader kurde Abdullah Öcalan, le 15 février à Nairobi (Kenya) a été un drame pour une grande majorité de Kurdes de Turquie et au sein de la diaspora vivant en Europe.

Le président du Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkaren Kurdistan, PKK), guérilla séparatiste dont les combats avec les forces armées turques ont fait plus de 30.000 morts en bientôt quinze ans, était en effet perçu au-delà du vaste cercle de ses sympathisants comme le seul à même de secouer le lourd couvercle qui pèse en Turquie sur la question kurde. Son arrestation, après quatre mois de cavale de Moscou à Rome via Corfou, ruine momentanément cet espoir tandis que son procès, ouvert fin mars, a peu de chance d'être transformé en une tribune permettant à l'opinion publique internationale d'être prise à témoin. Ankara entend en effet limiter au maximum la présence de juristes ou de journalistes lors des séances. Pour la Turquie, le but est d'annihiler ce qui était progressivement devenu l'objectif prioritaire d'Abdullah Öcalan et du PKK : développer la lutte politique et diplomatique, notamment sur le Vieux continent.

L'un des premiers pas dans cette stratégie est accompli en 1990. La seconde conférence du PKK, tenue dans la vallée de la Bekaa au Liban, décide « d'exister à l'intérieur d'un parti socialiste légal » en Turquie alors que jusqu'ici les structures de la guérilla y étaient clandestines. La même année, est créé le Parti ouvrier du peuple (Halkin emek partisi, HEP) par des personnalités kurdes dont certaines sont jugées proches du PKK. Interdit par la Cour constitutionnelle turque en 1993, il se transforme en Parti de la démocratie (DEP) puis, en 1995, en Parti démocratique du

peuple (Hadep), qui est à son tour actuellement sous le coup de poursuites visant son interdiction pour séparatisme.

De même, la décision du cinquième congrès du PKK en janvier 1995 de constituer en exil un front réunissant différents partis ou sensibilités kurdes est suivie l'année suivante par la création du « parlement kurde en exil », une instance de 65 membres dont les principaux dirigeants sont choisis parmi des membres du DEP. En trois ans, le « parlement kurde en exil », dont le quartier général est à Bruxelles, se réunira notamment à Vienne, Moscou, Copenhague, Rome et en Norvège. Début février, le parlement de la province autonome basque, en Espagne, l'a invité à siéger dans ses locaux. Chaque réunion provoque un intense bras de fer entre le pays hôte et la Turquie.

Cette stratégie s'est accompagnée de plusieurs cessez-le-feu du PKK, notamment en mars-mai 1993 et un an plus tard par la reconnaissance par l'organisation des conventions de Genève sur les lois de la guerre et sur les droits de l'homme.

Dans de récentes interviews alors qu'il était en Italie, Abdullah Öcalan a accentué ce virage en affirmant qu'il entendait dorénavant se consacrer à l'action politique. *« JE VEUX JOUER UN RÔLE DE RASSEMBLEUR, DE RÉORGANISATEUR AVEC L'OBJECTIF DE NÉGOCIER, DE FAIRE DE LA DIPLOMATIE, EXPLIQUAIT-IL LE 15 DÉCEMBRE À L'AGENCE FRANCE PRESSE (...) JE SUIS VENU OUVERTEMENT (EN ITALIE) FAIRE DE LA POLITIQUE, S'IL N'Y A PAS MOYEN DE FAIRE DE LA POLITIQUE, ALORS JE M'EN VAIS ».*

Cette stratégie a totalement échoué durant l'automne 1998, durant lequel Apo et le PKK ont eu une occasion unique de sensibiliser l'opinion occidentale. Au moment de sa capture à Nairobi par des agents turcs vraisemblablement aidés par le Mossad israélien et par la CIA américaine, Abdullah Öcalan, surnommé Apo (« l'oncle ») depuis le début de son activité politique au début des années 70, errait depuis le 9 octobre 1998. Ce jour-là, la Syrie cède à une intense pression militaire et diplomatique turque. Depuis qu'Apo s'était installé en exil à Damas en 1979, le régime de Hafez el Assad avait toujours nié sa présence sur son territoire et avait donc rejeté toutes les demandes turcs de l'expulser. Mais cette fois, une brève mais alarmante « gesticulation » militaire de la Turquie, qui bénéficie depuis deux ans d'échanges d'information avec les services de renseignement israéliens, paie. Le président américain Bill Clinton lui-même aurait appelé son homologue syrien pour exiger l'expulsion du leader kurde, selon l'ambassadeur de Turquie à Washington, Baki Ilkin.

Le 9 octobre, selon son propre récit, Abdullah Öcalan s'envole pour Athènes, où les autorités grecques lui refusent le droit de sortir de la zone internationale, puis pour Moscou. Il passera quatre semaines dans la

capitale russe, « invité » par la commission de géostratégie du parlement, la Douma, qui est présidée par un proche de Vladimir Jirinovski, l'un des leaders de l'extrême droite russe, farouchement hostile à la Turquie. La Russie est l'un des pays les plus amicaux envers le PKK : depuis le 25 décembre 1994, cette organisation y dispose d'une nouvelle « maison kurde » à Odintsevo dans la banlieue de Moscou, où se retrouvent une demi-douzaine d'organisations affiliées au PKK. Le mouvement se targue en outre de disposer de plusieurs « villages » sur le sol russe.. Soumis à d'intenses pressions américaines et israéliennes, dans lesquelles l'aide internationale à la Russie fut mise en balance, Moscou expulse finalement à son tour Abdullah Öcalan le 12 novembre.

Celui-ci a toutefois largement eu le temps de choisir sa destination : ce sera l'Italie, pays de l'Union européenne où le nouveau chef du gouvernement, Massimo D'Alema, manque totalement d'expérience internationale et où l'une des formations communistes (*Rifondazione comunista*) et une partie des organisations caritatives catholiques sont très favorables à la cause kurde : dans de fréquents meetings qu'ils organisent, les représentants locaux de l'ERNK (Eniye rizgariye nevata Kurdistan, Front de libération nationale du Kurdistan), un front politique créé en 1985 par le PKK, sont souvent les seuls Kurdes invités.

Abdullah Öcalan arrive à Rome-Fiumicino accompagné d'un député de *Rifondazione comunista*. Il est immédiatement arrêté, deux pays, l'Allemagne et la Turquie, ayant délivré des mandats d'arrêt internationaux contre lui. Le 14 novembre, il demande formellement l'asile politique à l'Italie. Six jours plus tard, la cour d'appel de Rome décide de l'assigner en résidence surveillée puis le remet en liberté. Mais Abdullah Öcalan n'obtiendra pas l'asile politique. Dès la mi-décembre, il explique qu'il est prêt à quitter discrètement le pays.

Il n'aura pas fallu plus de trois semaines pour que son opération politique tourne court en Europe, soulignant la difficulté du PKK à articuler la dimension armée de sa lutte et l'action politique, à se légitimer comme un acteur valable et incontournable de toute tentative de règlement et à déjouer les intenses pressions exercées par la Turquie sur ses partenaires commerciaux et politiques européens. Dès l'arrivée d'Abullah Öcalan en Italie, alors que plusieurs milliers de sympathisants kurdes de toute l'Europe convergent en moins de 48 heures sur la colline du Celio à Rome et la transforment en un gigantesque campement, un débat s'instaure à travers l'Europe. Le leader du PKK doit-il être considéré comme le chef d'une organisation terroriste ou comme un combattant de la liberté? Ses supporters le présentent comme un nouveau Nelson

Mandela ou un nouveau Yasser Arafat. Massimo D'Alema ne semble pas loin de le penser.

Paris, Washington, mais aussi le chef de la diplomatie italienne, le vétéran Lamberto Dini, en revanche fulminent. L'Allemagne, où vivent plus de 400 000 Kurdes, dont plusieurs dizaines de milliers de sympathisants du PKK, fait savoir dès le 20 novembre qu'elle renonce «pour le moment» à demander l'extradition d'Apo. Une semaine plus tard, le chancelier Gerhard Schröder et Massimo D'Alema, après une réunion de deux heures à Bonn, proposent que l'Union européenne lance une «initiative politique» pour une solution de la question kurde. L'idée d'une conférence internationale est esquissée. Le président du conseil italien suggère la création d'un tribunal international pour juger Abdullah Öcalan. Mais les deux propositions n'auront aucune suite. Les plus grandes organisations internationales de défense des droits de l'homme participent au débat. *Human rights watch*, *Amnesty international* et la Fédération internationale des droits de l'homme considèrent toutes les trois qu'Abdullah Öcalan est responsable d'activités criminelles et se prononcent donc pour son jugement, tout en souhaitant que la lumière soit faite également sur les exactions des forces de sécurité turques dans le sud-est du pays.

Le 16 janvier, Apo quitte finalement l'Italie et se voit refuser l'autorisation d'atterrir en France, en Allemagne et aux Pays-Bas, pays où il ambitionnait de se présenter devant le tribunal international de la Haye. Fin janvier, venant de Saint-Petersbourg à bord d'un avion privé, il se pose en Grèce où le PKK bénéficie d'importantes sympathies. Athènes refuse de le garder mais lui propose de séjourner chez son ambassadeur au Kenya en attendant de lui trouver un abri plus sûr. Transféré le 2 février à Nairobi, Apo est vite repéré par les services de renseignement turcs.

La vague de manifestations provoquées dans les jours qui suivirent son arrestation à travers l'Europe mais aussi à Vancouver et Sidney a souligné la grande capacité d'action du PKK. Mais ces réseaux n'ont plus de tête.

Jean-Christophe Ploquin